



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Society of Catholic Medical Missionaries et Sisters of Charity Federation, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

### Introduction

En tant qu'organisation confessionnelle œuvrant dans 46 pays, nous sommes touchés par les souffrances que vivent des millions de femmes et de filles. Les injustices structurelles des systèmes économiques et sociaux actuels oublient que le développement durable doit être axé sur les personnes et protéger l'environnement. Le développement durable n'est pas seulement une question économique, c'est aussi une question d'éthique et de justice respectueuse des femmes. Dépenser des sommes colossales pour acheter des armes au lieu de les investir dans les soins de santé et dans l'éducation est un mauvais choix qu'il convient de remettre en question. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, déclare que les dépenses mondiales annuelles pour financer la guerre et la violence sont 600 fois plus élevées que les dépenses consacrées à la paix et au progrès social; ceci n'est en aucun cas justifiable.

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba offrent aux États Membres l'occasion de traiter de façon réaliste les questions de développement durable qui englobent les préoccupations sociales, économiques et environnementales afin que « personne ne soit lésé ».

Il convient de se féliciter du fait que le préambule – Transformer notre monde : Le programme de développement durable à l'horizon 2030 « s'inscrit dans le prolongement des objectifs du Millénaire pour le développement et vise à réaliser ce que ces derniers n'ont pas permis de faire. Ils visent également à réaliser les droits fondamentaux pour tous, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles ».

Le paragraphe 20 nous donne des raisons d'espérer un changement : « Réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles apportera une contribution capitale à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles. La pleine réalisation du potentiel humain et du développement durable ne sera pas possible tant que la moitié de l'humanité continue de se voir refuser la plénitude de ses droits humains et de ses chances. Les femmes et les filles doivent avoir accès, sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons, à une éducation de qualité, aux ressources économiques et à la vie politique active, et avoir les mêmes chances d'accéder à l'emploi, aux postes de direction et à la prise de décisions à tous les niveaux. Nous nous efforcerons d'investir beaucoup plus dans la réduction des inégalités des genres et dans le renforcement des institutions qui soutiennent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes aux plans mondial, régional et national. Il est crucial que le principe de l'égalité des genres soit systématiquement intégré dans la mise en œuvre du programme ».

Nous apprécions que les États Membres intègrent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans les objectifs de développement durable, notamment l'objectif n° 5.

Le Programme d'action d'Addis-Abeba réitère lui aussi l'impératif de l'égalité entre les sexes en ces termes : « Nous réaffirmons que la concrétisation de l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles et le plein exercice de leurs droits fondamentaux sont essentiels à la réalisation d'une croissance économique et d'un développement durables, ouverts à tous et équitables. Nous réaffirmons la

nécessité d'intégrer le souci de l'égalité des sexes, notamment par le biais de mesures et d'investissements ciblés, dans l'élaboration et la mise en œuvre de toutes les politiques financières, économiques, environnementales et sociales. Nous prenons à nouveau l'engagement d'adopter et de consolider des politiques viables, une législation ayant force exécutoire et des mesures novatrices en vue de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles à tous les niveaux, d'assurer à la femme les mêmes droits, les mêmes accès et les mêmes possibilités de participation et de prise de décisions dans le domaine économique qu'à l'homme et d'éliminer la violence et la discrimination sexistes sous toutes leurs formes. » AAAA 6

« Les faits montrent que l'égalité des sexes, l'émancipation des femmes et leur pleine et égale participation à l'économie et à la direction de celle-ci sont des conditions indispensables pour réaliser le développement durable et améliorer de façon appréciable la croissance économique et la productivité. Nous sommes désireux, par le choix de nos politiques, de promouvoir une société sans exclusive. Nous adopterons et appliquerons une législation non discriminatoire, mettrons en place une infrastructure sociale et des politiques de développement durable et nous faciliterons une participation réelle et égale des femmes à l'économie en leur accordant un accès égal au processus de décision et aux postes de direction. » AAAA 21

### **Respect des droits fondamentaux des femmes**

Les engagements susmentionnés donnent lieu à un potentiel énorme à l'engagement de toutes les parties prenantes : les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Au moment où le monde se prépare à la mise en œuvre, nous nous associons aux centaines d'organisations et de réseaux de la société civile qui se sont engagés dans la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que dans les questions relatives aux femmes pour soulever les préoccupations suivantes :

Les notions d'égalité des sexes et d'émancipation des femmes semblent signifier davantage « égalité des sexes, un atout économique » que la jouissance par les femmes et les filles de leurs droits fondamentaux, et trahissent une forte tendance à l'instrumentalisation des femmes en déclarant que leur émancipation est vitale pour une croissance et une productivité économiques accrues. La croissance économique et les objectifs du développement ne fonctionnent pas en vase clos et sont intimement liés aux droits fondamentaux.

Il est de plus en plus évident que les socles de protection sociale contribuent largement à réduire l'extrême pauvreté et les inégalités, alors qu'en réalité 75 % à 80 % des familles dans le monde ne sont pas couverts par la protection sociale. L'allocation des ressources aux besoins de développement se doit d'être inclusive et fondée sur les droits. L'obligation des États à fournir des socles de protection sociale a été réitérée dans plusieurs documents des Nations Unies, comme le document final de Rio+20 « L'avenir que nous voulons » et la recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail.

« Nous sommes attachés à réaliser l'égalité, avec les hommes, des droits des femmes et des filles et de leurs possibilités d'accéder aux décisions politiques et économiques et à la répartition des ressources, et à éliminer les obstacles à la participation des femmes à l'économie. Nous prenons la résolution d'entreprendre

des réformes législatives et administratives pour donner aux femmes l'égalité avec les hommes des droits exercés sur les ressources économiques, notamment s'agissant de l'accès à la propriété et au contrôle de la terre et aux autres formes de propriété, au crédit, à l'héritage, aux ressources naturelles et aux nouvelles technologies appropriées. Nous encouragerons en outre le secteur privé à contribuer à l'égalité des sexes en s'efforçant d'assurer aux femmes un emploi à temps complet et productif et un travail décent, en respectant le principe de l'égalité de rémunération à travail égal, d'accorder aux femmes l'égalité des chances, et à les protéger contre la discrimination et le harcèlement sur le lieu de travail. Nous approuvons les principes de l'autonomisation des femmes définis par ONU-Femmes et par le Pacte mondial des Nations Unies, et nous encourageons à augmenter l'investissement dans les entreprises détenues par des femmes. » AAAA 41

Dans la déclaration du programme 2030 sous le titre Notre projet, l'alinéa 7 promet « un monde où les engagements que nous avons pris concernant le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement soient tenus et où il y ait une meilleure hygiène [...] ». Il s'agit là d'un aspect essentiel à la vie des femmes et des filles, notamment dans les pays en développement où elles passent de longues heures à aller chercher de l'eau potable. Les installations sanitaires sont indispensables à la dignité des femmes et des filles et à leur sécurité. Elles les mettent à l'abri de la violence et du viol.

« Nous réaffirmons qu'il importe d'honorer intégralement les engagements existants en vertu des conventions internationales, s'agissant notamment des changements climatiques et des défis mondiaux connexes. » AAAA 60

Nous recommandons que tous les gouvernements :

- Honorent les engagements existants en vertu des Conventions et des Conférences internationales;
- Pourvoient aux besoins éducatifs de base et continus des femmes et des filles et promouvoir un partage équitable des pouvoirs et des responsabilités au sein de la famille, sur le lieu de travail et dans la société, ainsi qu'un accès égal au pouvoir économique et politique;
- Éliminent les obstacles économiques, juridiques et autres relatifs qui contrarient l'accès des femmes à la propriété des terres et à l'héritage, ainsi que la discrimination sexiste dans les pratiques de prêt et dans l'accès à la sécurité sociale et aux régimes de retraite;
- Respectent les droits fondamentaux des femmes en investissant dans l'agriculture domestique qui occupe un grand nombre de femmes et assurer un espace de participation et de gestion active et significative des femmes dans la politique macroéconomique et dans la prise de décision;
- Concrétisent l'engagement relatif au droit fondamental à l'eau potable et à l'amélioration de l'assainissement;
- Adoptent des politiques cohérentes en matière de budgétisation en tenant compte de la problématique hommes-femmes dans tous les secteurs, pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, car il s'agit d'une question transversale qui doit être prise en compte dans tous les aspects du développement;

- Fassent preuve d'appropriation nationale et de volonté politique pour mettre en œuvre l'objectif de développement durable n° 5 dans son intégralité, sans choisir les cibles sous couvert de la culture, de la tradition et des pratiques coutumières.

### **Conclusion**

Les États Membres des Nations Unies ont pris de nombreux engagements durant les 70 dernières années et, malheureusement, le sort de millions de filles et de femmes n'a pas été amélioré pour autant. Compte tenu des multiples crises de pauvreté, de violence et des conflits ainsi que des catastrophes climatiques, le 5<sup>e</sup> objectif de développement durable qui vise à « réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles » ne pourra être atteint que si les engagements ci-dessus sont pris au sérieux et mis en œuvre systématiquement.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont en effet une question de justice – rien sur les femmes sans les femmes!

La présente déclaration a reçu l'appui des organisations ci-après dotées du statut spécial auprès du Conseil économique et social :

- Congrégations de Saint-Joseph – dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social;
- Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur;
- Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul;
- Institute of the Blessed Virgin Mary – Loreto Generalate.

---